

ADMINISTRATION
3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

le Paria

Tribune du Proletariat Colonial

報 働 勞

Abonnement, Un an : 3 francs

Chèque postal : 92-22-Paris

LE BLOC DES GAUCHES AU PIED DU MUR

Lettre ouverte de l'Emir Khaled

L'émir Khaled est venu à Paris incognito. Dès l'arrivée du Bloc des Gauches au pouvoir, il s'est empressé de lui présenter les revendications des indigènes d'Algérie et il nous communique la lettre suivante adressée au nouveau président du conseil :

A Monsieur Edouard Herriot, Président du Conseil des Ministres, Paris.

Monsieur le Président,

Les musulmans algériens voient en votre avènement au pouvoir un heureux présage, une ère nouvelle pour leur entrée dans la voie de l'émancipation. En ma qualité d'un des plus simples défenseurs de la cause des Indigènes de l'Algérie, exilé pour avoir pris ouvertement la défense de leurs intérêts vitaux, j'ai l'honneur de soumettre au nouveau chef du Gouvernement français le programme de nos revendications primordiales.

- 1° Représentation au Parlement à proportion égale avec les Européens algériens ;
- 2° Suppression des lois et mesures d'exception, des tribunaux répressifs, des cours criminelles, de la surveillance administrative avec retour pur et simple au droit commun ;
- 3° Mêmes charges et mêmes droits que les Français en ce qui concerne le service militaire ;
- 4° Accession pour les Indigènes à tous grades, civils et militaires, sans autre distinction que le mérite ou les capacités personnelles ;
- 5° Application intégrale aux indigènes de la loi sur l'instruction obligatoire, avec liberté de l'enseignement ;
- 6° Liberté de presse et d'association ;
- 7° Application au culte musulman de la loi de séparation ;
- 8° Amnistie générale ;
- 9° Application aux Indigènes des lois sociales et ouvrières ;
- 10° Liberté absolue pour les ouvriers indi-

gènes de toutes catégories de se rendre en France.

Ne se trouvant certainement pas en contradiction avec le programme libéral de votre Ministère et de votre Parti, aussi avons-nous la ferme espoir que nos justes desiderata seront pris en haute considération.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Emir Khaled, en exil.

Cette lettre a été envoyée à toute la presse de gauche. A part l'Humanité, aucune feuille ne l'a reproduite.

Certes, nous admirons la sincérité et l'esprit de combativité de l'Emir Khaled et nous nous associons aux revendications légitimes qu'il a présentées, mais nous n'avons aucune illusion sur la politique coloniale de la bourgeoisie de gauche. Les Moutet, Soulier et consorts, poursuivront la même ligne de conduite que celle des gens du Bloc National, en la masquant de la phraséologie démocratique et humanitaire.

Nous avons vu les radicaux s'indigner quand Marcel Cachin demanda à Herriot, après la lecture du message présidentiel, pourquoi celui-ci n'avait pas mentionné l'évacuation du Maroc et de la Syrie. Ces mêmes radicaux qui, quelques semaines auparavant, s'associaient aux communistes pour réclamer l'évacuation de la Syrie.

Et, au milieu de leurs interruptions, avec une sécheresse voulue, Cachin leur lança cette question qui demeure également sans réponse : « Vous parlez de traiter les indigènes comme vos enfants, supprimez-vous donc en Algérie l'odieux régime de l'Indigénat ? »

La carence de ces messieurs vaut celle des Thomson, Maginot et Cie. Les indigènes qu'ils accablent aux compte-gouttes ne pourront leur être attachés que par l'action et la force des masses indigènes organisées.

ALI BABA.

L'Emir Khaled

Tout comme le malfaiteur, qui emploie tous les moyens pour mettre hors d'état de nuire sa victime, le gouvernement général de l'Algérie, aux ordres de la haute pègre franco-indigène, ne recule devant aucun crime pour mater les musulmans qui osent s'élever contre l'arbitraire dont sont victimes leurs congénitaires et réclamer, pour eux, quelques droits bien légitimes.

C'est le cas de l'Emir Khaled. Petit-fils de l'Emir Abdelkader, homme courageux et franc, à sa démolition, il entra dans la vie politique. Il fut élu successivement conseiller général, conseiller municipal et député. Il fut élu à une écrasante majorité, sur ses adversaires ouvertement patronnés par le gouvernement général de l'Algérie.

Ce succès augmenta le nombre de ses ennemis. Campagnes de presse, interventions au ministère de l'Intérieur, rien n'y fit : l'Emir Khaled, loin d'être intimidé, fit face à la meute déchaînée contre lui en s'appuyant sur la masse indigène auprès de laquelle il avait une influence considérable.

C'est alors que le gouvernement général employa la corruption auprès des soi-disant amis de l'Emir. Tous se laissèrent acheter comme du vil bétail. Trahi, traqué, surveillé, menacé d'être interné, le défenseur des esclaves accepta d'être interné, le défenseur des esclaves accepta d'être interné, le défenseur des esclaves accepta d'être interné. Mais il n'est pas parti déshonoré. Il a préféré s'exiler que de se vendre et, par la même, trahir la population indigène.

Le gouvernement français, au contraire, sort déshonoré une fois de plus de cette lutte. Le gouvernement général et ses valets n'ont mérité, de la population indigène, que du mépris. La jeune génération musulmane n'oubliera pas les leçons de l'Emir Khaled et son dévouement à la cause de ses frères. Il y aura d'autres hommes qui se dresseront contre toute la meute capitaliste franco-indigène. Ils ne se borneront pas seulement à défendre les indigènes, mais les émanciperont. Ils leur apprendront à se défendre eux-mêmes. Ce n'est pas l'exil de quelques individus qui empêchera les esclaves de briser leurs chaînes. Les travailleurs de toutes les races, coalisés contre le capital international, renverseront le régime esclavagiste pour bâtir une société meilleure.

EL MELIANI.

THOMSON BATTU

Le radical Thomson était désigné pour la présidence des colonies. Il fut présenté avec force éloges par le socialiste Marius Moutet. Mais Berthon surgit tout d'un coup et chavira la combinaison. Il demanda au candidat Thomson s'il était partisan de cette servitude politique et administrative odieuse que se résume dans le Code de l'indigénat. Et le protégé de Moutet répondit qu'il entendait maintenir pour les Arabes cette abominable législation d'exception. Berthon insista : « M. Thomson est-il favorable à la représentation des indigènes au Parlement ? » Réponse : Non ! Dès lors, la candidature radicale, si chaudement recommandée par les socialistes, était perdue. M. Thomson ne fut pas élu.

La « PACIFICATION » du Maroc

On sait que le maréchal Lyautey est le protagoniste d'une méthode de pacification pour le moins singulière : « Le canon ouvre la voie, le fusil suit, le rail et la charrue suivent. » Pour rester fidèle à cette conception, on vient de reprendre, au Maroc, les opérations guerrières. Un télégramme de Casablanca nous apprend en effet, que la « situation se développe favorablement dans la vallée de Ouergha, où la tribu des Bent-Ouidi, comprenant 1.200 familles a fait sa soumission. Les travaux d'organisation du nouveau front sont poussés activement. Combien de vies humaines ont coûté ces nouvelles opérations ? Quand laissera-t-on enfin vivre en paix les populations indigènes du Maroc qui attendent ne pas tomber sous la coupe du Maghzen, c'est-à-dire des grandes sociétés capitalistes étrangères ?

Les chiffres à retenir

Des 626 membres qui composaient l'ancienne Chambre des députés, seuls les 10 communistes s'employaient à démasquer impitoyablement l'hypocrisie du colonialisme, et ses crimes ; seuls ils réclamaient pour les colonies, l'indépendance.

Aux élections législatives, seul le Parti Communiste, pour prouver que « le bloc ouvrier et paysan » — sans distinction de race et de religion — n'est pas un vain mot, a présenté la candidature d'Hadjali Abd el Kader, travailleur algérien. Dans un secteur de Paris de 471.846 votants, 40.569 ont voté pour cet « indigène », ce « bicot ». Ces 40.569 communistes ou sympathisants ont voulu par ce geste, flétrir la politique d'oppression du capitalisme français, et témoigner leur amitié aux indigènes opprimés. Le parti communiste français a obtenu 900.000 voix. Presqu'un million de Français sont donc contre le banditisme colonial. Malgré l'huile de ricin et le revolver de Mussolini et de sa bande, 304.000 Italiens ont donné leur vote aux communistes et le parti révolutionnaire allemand a recueilli 3.700.000 voix. Tous ces Allemands, Italiens, Français, pour ne parler que de ceux-là, sont amis du communisme, c'est-à-dire amis des exploités des colonies, c'est-à-dire ennemis irréductibles de l'impérialisme.

Sans compter les sympathisants, l'Internationale communiste a 1.600.000 membres ; la Jeunesse communiste, 750.000 ; l'Internationale syndicale rouge, environ 14.000.000.

Allons ! Frères des colonies, reveillez-vous !

UN CRIME DU MILITARISME FRANÇAIS

Vive la fraternisation internationale !

Dans les spasmes de l'agonie, la bourgeoisie frappe comme une insensée ; elle piétine sur ses principes élémentaires de justice et se couvre de honte.

Le Conseil de guerre de Mayence, une sorte de tribunal sommaire, où siégeaient des soldats galonnés, a férocelement frappé de plus de 130 années de prison une cinquantaine d'ouvriers, parmi lesquels des femmes, des enfants, des vieillards.

Le seul crime des inculpés fut d'avoir prêché la fraternisation prolétarienne et déjoué toutes les hypocrisies patriotiques du Comité des Forges, assassin de la classe ouvrière allemande. Malgré tous les ordres de l'Etat-Major, l'œuvre des communistes gagnait l'armée, les soldats sympathisaient avec les ouvriers affamés et refusaient de tirer sur les femmes et les enfants.



MAHMOUD BEN LEKHAL

Le capitalisme affolé ordonnait à ses féroces larbins, les Maginot, Degoutte et leurs policiers franco-allemands, d'abattre le mouvement à tout prix.

On ne recula devant aucune illégalité, aucune brutalité pour arrêter des ouvriers et des soldats ; on employa des moyens dignes de l'inquisition pour leur arracher des aveux : certains d'entre eux furent odieusement battus, d'autres furent torturés sur une chaise électrique.

Ce procès de Mayence est le plus abominable scandale qui met à nu la sauvagerie du militarisme et unit dans une même noble cause des prolétaires de pays différents.

Parmi les condamnés, nous retenirons le nom d'un de nos frères coloniaux, le communiste Mahmoud Ben Lekhal, dont l'exemple est une leçon pour cette « élite » algérienne si veule et si lâche.

Mahmoud ben Mamad ben Lekhal est le descendant d'une des plus grandes familles bourgeoises musulmanes de l'Algérie. Son grand-père fut un des premiers, en Algérie, qui eurent pour élève la condition misérable des indigènes, tenus dans l'obscurantisme par l'impérialisme français. C'est ainsi qu'il créa une école où, sous l'œil hostile du gouvernement général, il éduqua sa descendance dans la haine de l'impérialisme oppresseur.

Mahmoud, qui naquit en 1894, vivant dans une telle atmosphère, contracta, de bonne heure, la haine du colonialisme. Tout enfant, il partit en Syrie avec son père, que les agissements des « civilisés » firent fuir à émigrer. Mahmoud fit de bonnes études en langue arabe à Beyrouth. A la mort de son père, il revint en Algérie, qu'il quitta à nouveau, ne pouvant s'accommoder du régime d'arbitraire qui y régnait, pour revenir en Syrie. Il entra dans une université théologique. C'est là que le surprit la guerre.

Ben Lekhal était encore en Syrie quand Gouraud vint « civiliser » cette contrée. Là, il vit à l'œuvre le chérif de la Mecque et tous les larbins des impérialismes français et anglais. Il fit connaissance avec les basses intrigues des nations européennes, ce qui contribua puissamment à son éducation sociale révolutionnaire. Son attitude fut vaine d'être traduite en cour martiale ; de retour à Alger, après l'armistice, il se vit inculper d'insoumission au service militaire.

Les observations faites au cours de ses voyages, sa connaissance de plusieurs langues, sa solide éducation intellectuelle, sa vive intelligence, alliées à son esprit assoiffé de savoir, orientèrent Ben Lekhal vers le communisme qu'il reconnaissait appuyé sur des bases scientifiques irréfutables.

Il fut définitivement conquis à cette cause et partit à Moscou faire son éducation de marxiste à l'Université des Peuples d'Orient.

D'avoir été en Russie bolcheviste, cela valut à Mahmoud d'être en butte aux trasseries policières des sbires de Poincaré et du duc, pour échapper au sort qui l'atten-

AMNISTIE POUR LES COLONIAUX !

Le Bloc des Gauches a leurré les masses par son programme démagogique et tout un monument de promesses fallacieuses qui ont créé des illusions et l'ont porté au pouvoir.

Les masses ont voulu faire une expérience, elle n'a pas tardé à donner ses résultats. La bourgeoisie de gauche est après tout la « Bourgeoisie » et si elle veut se maintenir au gouvernement, elle doit défendre le capital qui seul continue à régner en maître et à tirer les ficelles de ces pantins radicaux et radicaux-socialistes, comme il a tiré celles de ses larbins du Bloc national.

La petite bourgeoisie, malgré son rôle historique périmé, s'est prêtée pour donner une façade démocratique à l'édifice capitaliste, mais déjà, ses représentants renient leurs promesses, piétinent sur leurs professions de foi, pour poursuivre une politique s'adaptant aux intérêts de la grosse industrie et de la finance.

Nous ne nous arrêtons qu'à l'amnistie si promise et qui devait, comme un pas vers la justice et non comme un geste de clémence, s'étendre sans limite sur tous les condamnés politiques et militaires. Aujourd'hui ces Messieurs du Bloc des Gauches offrent une amnistie caricaturale qui exclut les « traîtres » et les insoumis.

Elle ne fait même aucune allusion aux malheureux coloniaux victimes du colonialisme.

A cette duperie, le parti communiste a déposé une proposition de loi, pour exiger une amnistie intégrale et applicable à l'Algérie, aux colonies françaises et aux pays de protectorat.

Dans l'exposé des motifs de cette loi, nos camarades communistes demandent que la justice ne serait pas seulement de renoncer à des pratiques comme celles employées contre l'Emir Khaled, mais de faire le procès des gouverneurs et des ministres complices.

Oui ! Il faut l'amnistie entière pour tous les Indo-Chinois torturés dans les bagnes impérialistes ; pour les quatre déportés de la Nouvelle-Calédonie, ceux de la Réunion (Duy Tân et ses consorts) et pour les condamnés par coutume Cuong dè et autres ; amnistie pour les Syriens, dont le seul crime fut de se dresser contre l'envahissement de leur sol ; amnistie pour tous ces Sénégalais, ces Algériens martyrisés pour des futilités. Il faut, aussi, le retour de Khaled, l'homme qui osa défendre la cause de ses frères ; amnistie pour Cheikhou, le noir, mutilé de guerre et déporté à perpétuité à l'île du Diable ; amnistie pour l'émir Mahmoud Ben Lekhal, le communiste algérien qui prêcha la fraternisation internationale.

Nous sommes sûrs que seuls nos amis communistes porteront la parole à la tribune en faveur de tous les condamnés coloniaux comme l'a fait lundi dernier Marcel Cachin, pour les condamnés de Mayence.

Les Moutet et Cie, mis au pied du mur, honteux, ont multiplié des gestes approximatifs, mais, ce que nous demandons, c'est l'action, ou, la classe ouvrière qui donne plus de 40.000 voix à l'Algérien Hadj Ali saura agir pour délivrer ses frères coloniaux victimes de la barbarie capitaliste.

EL-DJAZAIRI.

Un scandale au Maroc

Pendant les années qui suivirent la guerre et l'armistice, et pour favoriser le développement de la production agricole au Maroc, le Protectorat attribuait aux cultivateurs une prime de 100 francs par hectare de terrain nouvellement défriché.

Un hebdomadaire de Casablanca, Le Cri Marocain, a dévoilé qu'on a réparti ainsi des sommes importantes à des colons qui n'avaient rien défriché, pour des hectares qui restent encore livrés aux palmiers nains. Le quotidien officieux, La Vigie Marocaine, elle-même, s'est décidé, le 21 mai, à parler de « l'affaire de détournement des primes de l'agriculture », qui passionne actuellement toute l'opinion.

Cette affaire prend actuellement, ajoute la Vigie, les proportions d'un véritable scandale.

Le Cri Marocain écrit : « A qui ferait-on croire que la Résidence Générale n'était pas au courant, quand on sait que le Parquet avait été saisi d'une affaire de ce genre ? »

On a offert quelques comparses, des petits commerçants ; mais les véritables coupables, les grands colons, les « mantous du bled » sont encore en liberté et manœuvrent pour s'échapper. Le Cri Marocain relate que les révélations se succèdent chaque jour plus foudroyantes, et qu'il s'agit d'un véritable procès du régime des marchés honteux qui étaient à l'ordre du jour à Rabat, sous le regard indulgent du maréchal.

Le travailiste Mac Donald à l'œuvre

111 nouvelles arrestations politiques aux Indes

Londres, 2 juillet. — (Humanité.) — Un télégramme spécial de Moscou au Workers Weekly dit que l'on a procédé à 111 nouvelles arrestations de paysans hindous, à Behar, pour propagande contre la grande propriété terrienne. Ils sont accusés de répandre des idées bolchevistes.

Les accusés sont tous des paysans pauvres qui ont réclamé la confiscation des grandes propriétés et la répartition des terres.

dait, quitter une fois de plus un soi si peu hospitalier.

Ben Lekhal vint donc dans la Ruhr pour y crier, face au militarisme français, son idéal de fraternisation des races. Seulement, il se trouva un Judas, le caporal tunisien Mustapha el Malari, qui vendit notre camarade à Degoutte, le bourreau des ouvriers allemands.

Le Conseil de guerre de Mayence a condamné à cinq ans de prison Mahmoud ben Lekhal. Que notre camarade, comme tous ceux qui, avec lui, ont été martyrisés pour la belle cause de la fraternisation prolétarienne, sache bien que nous saurons les arracher au Bloc des Gauches, comme nous avons tiré Marty, leur devancier, des griffes du Bloc National...

AMNISTIE TRAITES

Le cas du sénégalais Cheikhou

Poincaré n'a pas voulu quitter le pouvoir avant de mettre en garde les patriotes de son espèce contre une amnistie pour les « traîtres » à la Patrie.

Le Comité exécutif du Parti radical et radical-socialiste a, de son côté, d'accord avec son président Herriot, adopté un programme comportant l'amnistie générale dont ne seraient exclus que les insoumis et les « traîtres ».

D'une manière générale, les bourgeois appellent « traîtres » tous ceux qui se sont dressés ou ont tenté de se dresser contre leur domination.

Pour toutes ces victimes inconnues, nous réclamons l'amnistie !

En particulier, nous voudrions aujourd'hui attirer l'attention sur le cas de Cheikhou, ce malheureux sénégalais condamné à la détention perpétuelle, dont il semble bien que les organisations ouvrières ne s'occupent pas assez.

Cheikhou est-il un traître ?

Il est probablement « traître » pour les embusqués de la grande guerre. Celui qui est « traître » pour les impérialistes, les patriotes embusqués est un « héros » pour les hommes de sa race et de sa couleur.

Cheikhou et ses condépens de l'île du Diable, ne sont pas seulement des héros, mais des « martyrs » qui ont droit au respect et à l'admiration de tous les honnêtes gens.

Arraché à son foyer par force, pour défendre la France et sauvegarder les intérêts des « mauvais Français » amenés au Centre de l'Afrique avec la complicité de Diagne le renégat, pour être blessé au Maroc et aux Dardanelles, il fut condamné par le conseil de guerre de Dakar, à la déportation perpétuelle.

Depuis 1917, il a fait presque toutes les prisons de France et d'Algérie. Soumis au régime spécial des indigènes, ses souffrances y ont été décuplées. Il vient d'être envoyé par la grâce de l'administration pénitentiaire à l'île du Diable avec une trentaine de déportés inconnus.

Je prie nos camarades au P.C. du Comité pour l'amnistie et de toutes les organisations d'avant-garde, de s'occuper particulièrement du cas Cheikhou et de tous les crimes commis par les conseils de guerre, dans les colonies, et arrachons les victimes aux bagnes militaires et à la Guyane.

Tous unis pour sauver toutes les victimes des conseils de guerre, civils et militaires, condamnées pendant et après l'état de siège, en France, dans les colonies et les pays occupés.

Tous pour l'amnistie générale. Il faut que les enfants de la Révolution rendent hommage aux martyrs...

A l'œuvre et vive Cheikhou !

(Lutte sociale)

MACALLON.

PERMANENCE

Le « Paria », chaque dimanche matin, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches (5°).

